

Canada

**CHECK AGAINST DELIVERY
VÉRIFIER AU PRONONCÉ**

STATEMENT BY

SUSAN TRUPPE, M.P.

Canada's Parliamentary Secretary for Status of Women

United Nations Commission on the Status of Women 57th Session

NEW YORK, 6 MARCH 2013

DÉCLARATION DE

SUSAN TRUPPE, M.P.

Secrétaire parlementaire pour la Condition féminine

Commission de la condition de la femme des Nations Unies 57^e session

NEW YORK, LE 6 MARS 2013

*Permanent Mission of Canada to the United Nations • Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies
885 Second Avenue, 14th Floor • New York, N.Y. 10017 • Telephone (212) 848-1100 • Facsimile (212) 848-1195
<http://www.un.int/canada>*

Madame Chair, distinguished delegates:

As Canada's Minister for Status of Women, I thank you for the opportunity to address the 57th session of the Commission on the Status of Women.

Our discussion on eliminating and preventing violence is an important one.

There are daily news reports of women's and girls' rights being violated across the globe.

This is unacceptable.

Women and girls have the right to live free from abuse.

Acts of violence are crimes, serious abuses of power and severe violations of dignity and human rights.

We all have a part to play in ending them.

The Government of Canada is committed to ending all forms of violence against women and girls, at home, and globally.

In Canada, we are working to support the most vulnerable women in Canadian society – aboriginal women, immigrant women and women living in poverty.

Immigrant women in Canada are more susceptible to isolation because of cultural and language barriers.

We must break down these barriers by engaging community organizations along with legal, medical and law-enforcement communities to better address issues such as harmful cultural practices.

We are supporting the Indo-Canadian Women's Association's project entitled Elimination of Harmful Cultural Practices to empower immigrant girls and young women.

The Canadian Government recognizes that violence against women and girls affects us all, and everyone – including men and boys - must be part of the solution.

We have launched a nationwide call to ask men and boys to take a stand to be part of the solution to end violence against women and girls.

An example of approaches from Canada is the 'Be More Than a Bystander' project in British Columbia.

It involves a partnership between Ending Violence Association of British Columbia (EVA BC) and the B.C. Lions Football Club, with support from the Government of Canada, the Government of British Columbia, business and labour.

Madame la Présidente, distingués membres de la délégation,

En qualité de ministre de la Condition féminine du Canada, je tiens à vous remercier de me donner la chance de prendre la parole à cette 57^e session de la Commission de la condition de la femme.

Notre discussion sur l'élimination et la prévention de la violence est importante.

Tous les jours, de partout dans le monde, nous parviennent des nouvelles de femmes et de filles dont les droits ont été bafoués.

C'est inacceptable.

Chaque femme, chaque fille a le droit de vivre à l'abri des abus.

Les actes de violence sont des crimes, de graves abus de pouvoir, et une violation flagrante de la dignité humaine et des droits de la personne.

Nous avons toutes et tous notre rôle à jouer pour y mettre fin.

Le gouvernement du Canada s'engage à mettre fin à toutes les formes de violence envers les femmes et les filles, au pays et sur la scène internationale.

Au Canada, nous travaillons pour appuyer les femmes les plus vulnérables de la société canadienne : les femmes autochtones, les immigrantes et les femmes vivant dans la pauvreté.

Les femmes immigrant au Canada sont plus susceptibles d'être isolées en raison d'obstacles culturels et linguistiques.

Nous devons éliminer ces obstacles. Pour y arriver et pour trouver des solutions à des pratiques culturelles préjudiciables, nous devons mobiliser les organismes communautaires et le milieu juridique, médical et policier.

Nous appuyons le projet de l'Association des femmes indo-canadiennes, intitulé « Éliminer les pratiques culturelles qui sont préjudiciables », qui vise à renforcer l'autonomie des filles et des jeunes femmes.

Le gouvernement du Canada reconnaît que la violence faite aux femmes et aux filles a des répercussions sur tout le monde et que tout le monde doit participer à son élimination, y compris les hommes et les garçons.

Nous avons lancé un appel à l'étendue du pays pour demander aux hommes et aux garçons de prendre position afin de faire partie de la solution en vue d'éliminer la violence faite aux femmes et aux filles.

Ce plan améliore la sécurité et la justice pour les femmes et les filles touchées par la violence partout dans le monde.

Au moment où nous nous apprêtons à mettre en place le nouveau cadre de développement pour l'après 2015, le Canada insiste pour que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes en fassent partie intégrante.

Toutes ces mesures témoignent de l'engagement de notre gouvernement envers l'amélioration de la vie des femmes et des filles au Canada et dans le monde.

Il est temps que la communauté internationale manifeste un réel engagement envers le changement, et qu'elle joigne le geste à la parole.

Le Canada continuera de lutter pour l'égalité et la liberté des femmes partout dans le monde.

Merci, Madame la Présidente.